

Questions au Feuilleton

M. BLENKARN—LA LOI CONCERNANT L'AVORTEMENT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée en majeure partie par un grand nombre de femmes et qui a trait aux terribles conditions qui existent au Canada en ce qui concerne l'avortement. Elles exhortent le gouvernement à modifier le Code criminel de façon que l'avortement ne soit pratiqué que pour sauver absolument des vies humaines.

M. WENMAN—LE BUREAU CANADIEN D'ENREGISTREMENT DES CHEVAUX ARABES

M. Robert Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur le Président, j'ai le devoir et la responsabilité de présenter une pétition au nom des éleveurs de chevaux arabes de ma circonscription de Fraser Valley-Ouest et d'ailleurs. Les pétitionnaires protestent contre les activités arbitraires et antidémocratiques du Bureau canadien d'enregistrement des chevaux arabes qui songe à exiger des analyses de sang d'une valeur douteuse et des frais d'importation pour des chevaux déjà enregistrés en Amérique.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'ordonner au Bureau d'enregistrement de modifier sa constitution de façon à permettre le vote par procuration et d'exiger que tous les membres du conseil d'administration soient des personnes qui ont réussi à élever et à faire enregistrer des poulains depuis cinq ans, au Canada ou États-Unis.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Leonard Hopkins (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions nos 382, 420, 424, 597, 633, 639 et 648.

[Texte]

LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT CANADA—
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Question n° 382—**M. Howie:**

1. Le plan de développement Canada-Île-du-Prince-Édouard expirera-t-il et, si oui, quand?

2. A-t-on entrepris des négociations pour le remplacer ou le renouveler et, si oui, où en sont-elles?

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le département d'État au Développement économique et régional m'informent comme suit:

1. Oui, le 31 mars 1984.

2. Oui. Les discussions avec le gouvernement provincial sont déjà bien engagées dans le but de conclure une nouvelle entente fédérale-provinciale d'ici le 31 mars 1984.

LA CEIC—LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

Question n° 420—**M. St. Germain:**

Quels programmes relèvent de la Direction du développement de l'emploi du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et, depuis le 1^{er} janvier 1983, combien a-t-on accordé à chaque province pour chaque programme?

M. Jean-Guy Dubois (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): La Direction du développement de l'emploi gère quatre initiatives fusionnées d'emplois dont, Canada au travail, Croissance locale de l'emploi (CLE), Accès-carrière et Compagnie de travailleurs. Cette Direction administre aussi des fonds de création d'emplois, octrois et contributions, qui ne sont pas distribués aux régions.

Les allocations pour ces quatre principaux programmes sont établies à partir d'une année financière. Donc, les allocations pour l'année financière 1983/1984 sont:

	1983/1984			
	Allocations estimées (000 \$)			
	Canada au travail	CLE	Accès- carrière	Cie de travailleurs
Terre-Neuve	45 167	9 305	2 926	1 238
Île-du-Prince-Édouard	7 907	7 582	1 039	198
Nouvelle-Écosse	32 775	8 875	4 026	457
Nouveau-Brunswick	36 513	4 726	3 234	232
Québec	192 231	35 598	29 540	5 006
Ontario	184 276	8 694	34 109	6 294
Manitoba	23 245	7 005	4 858	3 751
Saskatchewan	14 041	3 772	4 792	2 157
Alberta/Territoires du Nord-Ouest	24 528	3 148	6 935	6 117
Colombie-Britannique/Yukon	127 357	7 862	11 747	3 170

LES PRESTATIONS DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

Question n° 424—**M. Howie:**

Combien de personnes touchaient des prestations de sécurité de la vieillesse le 1^{er} janvier 1984?

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Le 1^{er} janvier 1984, il y avait en tout 2,570,104 personnes qui touchaient les prestations de la sécurité de la vieillesse. Voici la répartition:

Prestataires de la sécurité de la vieillesse seulement	1 239 406
Prestataires de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti	1 243 060
Prestataires de l'allocation au conjoint	87 638
	2 570 104

LA COMMISSION DU PARC INTERNATIONAL ROOSEVELT DE CAMPOBELLO

Question n° 597—**M. Howie:**

Quels sont les a) nom, b) fonctions des membres de la direction et du conseil d'administration de la Commission du parc international Roosevelt à Campobello et, dans chaque cas, combien a-t-on payé à l'intéressé à l'égard de ce poste au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1983?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): La Commission du parc international Roosevelt de Campobello se compose de six membres et de six suppléants: l'honorable Hedard J. Robichaud, C.P., président; l'honorable Edmund S. Muskie, vice-président; M. Robert A. Tweedie; l'honorable Franklin D. Roosevelt Jr; M. David H. Walker; M. Curtis M. Hutchins; M^{lle} Grace Tully; M. Stuart D. Trueman; M. James H. Rowe Jr; M^{me} John Norris; M. Lawrence Stuart et M. Rowland Frazee.